

Analyse des représentations des acteurs et perspectives de développement de l'élevage ovin caprin en CORSE

Amadou Seyni Saley

Mémoire de Master 2

« Ingénierie des projets et des politiques publiques (I3P) »
IAMM « Développement Territorial et Projets » Montpellier

Encadrement :

Jean-Paul DUBEUF, INRA – LRDE

Septembre 2011

Mots clés : *Représentation, développement, élevage, pastoralisme, Prospéro, analyse textuelle, gouvernance, approche prospective*

Synthèse et principales conclusions

L'élevage pastoral corse connaît à la fois une déprise (diminution du nombre des exploitations, âge moyen avancé des éleveurs, diminution des reprises et installation des jeunes, etc.) et un regain d'intérêt. Il a vécu des mutations importantes des systèmes d'élevage (développement de la complémentation, sédentarisation, abandon de la traite en estive, etc) qui se poursuivent actuellement. Malgré des produits biens valorisés et appréciés, les divers plans et projets pour inverser ces tendances n'ont pas toujours donné les résultats tangibles escomptés.

Ce travail se situe dans l'objectif général de compréhension des logiques d'action et des stratégies des acteurs de l'élevage et des pouvoirs publics vis-à-vis de ces dynamiques de développement. Il vise plus particulièrement à repérer les principales formes de représentation de l'élevage ovin caprin en Corse et d'appréhender comment les acteurs de l'élevage en Corse les mobilisent comme point d'appui de leur action.

Le choix délibéré a été d'étudier les discours des acteurs de l'élevage dans différents supports écrits qu'ils produisent ou dans lesquels ils s'expriment. Un corpus de textes reprenant les principaux écrits produits par les différents acteurs a été constitué sur les 4 dernières années. Le contenu des différents textes a été analysé en utilisant le logiciel Prospero. On considère qu'il est révélateur de leur discours et de leur positionnement et permet donc d'identifier leurs représentations.

La notion de représentation sociale est définie comme une « forme de connaissance, socialement élaborée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune pour un ensemble social ». Les représentations sociales sont transmises par la tradition, l'éducation, l'expérience et la communication sociale. Elles sont organisées, partagées entre les individus d'un même groupe social, produites collectivement par les échanges et les croyances et utiles à connaître car elles permettent d'interpréter l'environnement social (Moliner et Martos, 2005). Elles peuvent être appréhendées par plusieurs ensembles de méthodes qualitatives ou quantitatives.

L'analyse confirme d'abord l'intuition initiale que le pastoralisme demeure un ensemble d'activités auxquels tous les acteurs se réfèrent plus ou moins fortement quand ils parlent d'élevage ovin ou caprin ou de production fromagère. Mais ces positions conduisent

aussi à identifier deux grandes catégories de représentations portées par des acteurs différents :

- La première représentation fait référence à l'élevage en tant qu'activité économique. Ce sont les performances techniques et la rentabilité économique qui sont les moteurs et les références des dynamiques de l'élevage. Ce sont principalement les institutions publiques régionales et de l'Etat qui portent cette représentation mais aussi les organisations professionnelles. Le paradigme sous-jacent à ces représentations est que le progrès technique, la réduction des coûts et l'amélioration des performances entraîneraient mécaniquement une amélioration de la situation des éleveurs et le développement de leurs activités. Cette représentation s'appuie de la part des agents de ces organismes comme des techniciens des syndicats professionnels sur un corps de références implicites que l'on retrouve dans des indicateurs partagés. Les démarches engagées sont donc souvent dans des logiques de rattrapage et l'appui technique a d'abord pour but de permettre ce rattrapage sans mettre en avant des choix techniques particulièrement innovants et originaux. Dans cette représentation, le contexte institutionnel et réglementaire national et européen, la globalisation de l'économie mondiale, sont considérés comme une réalité subie.

- L'autre forme de représentation met l'accent sur la réalité du pastoralisme en tant qu'élément d'identité associée à la tradition, associé à des objectifs généraux environnementaux et de développement . Le pastoralisme est évoqué d'une manière qui semble consensuelle par tous les acteurs mais ce consensus apparent cache de vraies différences. Les organismes publics et professionnels de l'agriculture ne l'évoquent que comme une référence plutôt vague sans définition précise de ce qu'il recouvre ni lien réel avec leur action (ou comme appui à une revendication militante pour les associations syndicales agricoles). Par contre, il est mis en avant par la Presse, les Associations citoyennes, les instances politiques, culturelles ou scientifiques mais associé à des objectifs généraux de développement rural, de préservation de l'environnement (lutte contre le feu et l'embroussaillage des maquis) et de la biodiversité, ainsi que comme un fait culturel issu du passé. Les éleveurs et transformateurs mettraient plus en avant des initiatives individuelles qui visent à améliorer leur revenu et leurs conditions de vie au sein de leur territoire en se dégageant de ces deux ensembles de représentation.

On observe par ailleurs, que ces deux représentations sont mobilisées fréquemment pour opposer les acteurs et transformer les sources de tensions identifiées entre les acteurs en des conflits longs : normes et réglementation européennes, éligibilité des aides, politique foncière, gestion des approvisionnements, gouvernance de la filière, et fraudes sur l'origine des fromages. Ces conflits peuvent alors dépasser les enjeux de départ autour des rapports de force existants sans mettre en place des démarches de résolution réellement négociées.

Ce travail a ainsi montré une forte dissociation entre les actions et les stratégies suscitées par les deux grands types de représentation des activités ovines et caprines en Corse.

Dans le premier cas, le pastoralisme est d'abord un ensemble d'activités qui apportent des services à la communauté, pratiquement un service public : aménagement du territoire, maintien du paysage, etc.... Il s'agit d'un positionnement politique et citoyen. Mais cette

représentation plutôt idéalisée identifie peu de pratiques et d'innovations concrètes qui placeraient le pastoralisme comme un système technique actuel vivant.

A l'inverse, organismes publics et organisations socio professionnelles, souvent en conflits apparents paraissent assez d'accord sur les objectifs à atteindre autour de la formation, de la performance technique et économique avec des pistes d'action qui ne sont pas spécifiquement pastorales. La spécificité de l'élevage corse (aménagement du territoire, territoire accidenté, élevage extensif et spécifique : parcours ligneux, de montagne, etc.) est fréquemment mise en avant pour justifier les aides et subventions tout en se conformant à la réglementation nationale et européenne, mais sans réellement expliciter les choix techniques qui correspondraient à cette spécificité. Les débats et controverses au niveau du système d'acteurs malgré les conflits qu'ils ont générés ont permis une certaine prise de conscience avec la mise en œuvre de quelques mesures innovantes (Mesures agro-environnementales pour l'amélioration des surfaces fourragères mais avec peu de références explicites aux pratiques sur parcours, acceptation du brûlage dirigé sous certaines conditions, promotion du semis direct, créations d'Associations pastorales etc....). Avec les initiatives individuelles techniques ou commerciales de jeunes éleveurs récemment installés et dont la Presse se fait aussi le relais, ces mesures sont des signaux encore faibles qu'il existe des alternatives possibles pas forcément liés au modèle global de référence de l'élevage intensif européen.

Les résultats du présent travail pourraient contribuer à renforcer ces prises de conscience et à susciter des initiatives en matière de gouvernance de la filière. Nous avons montré que les deux grandes représentations des activités d'élevage en Corse (la représentation pastorale d'un côté, «productiviste» de l'autre) cohabitent dans une dialectique qui aujourd'hui ne permet pas d'imaginer des futurs en dynamique. On peut considérer que cette réalité explique en grande partie les échecs des différents « plans de relance » à inverser ou infléchir les tendances actuelles.

L'existence d'une interprofession constitue un lieu qui doit permettre de débattre des difficultés de la filière et de proposer un modèle de développement original de l'élevage insulaire compte tenu de ses spécificités. Il y a aujourd'hui en Corse, un projet de pôle de compétence en élevage (porté par l'ODARC) qui pourrait favoriser la concertation et la prise d'initiatives en termes d'innovation technique orientées vers le pastoralisme. Ces dispositifs pourraient être mobilisés dans le cadre d'une véritable démarche prospective où tous les acteurs pourraient contribuer à la définition et à la construction d'un « modèle pastoral » porteur de futurs. Cette démarche serait par ailleurs convergente avec des enjeux de développement durable qui sont transversaux à tout l'espace méditerranéen.

Ce travail réalisé dans un temps très court n'a pas pu étudier des évolutions plus fines des représentations dans le temps. Il pourrait être complété et prolongé. Par exemple, il pourrait être utile d'organiser :

- Un retour des résultats du présent travail aux différents acteurs. Une application des résultats une fois validés, dans les initiatives en cours
- la mise en place d'un dispositif de concertation de tous les acteurs de l'élevage corse qui permettrait d'organiser dans la durée cette démarche prospective structurée et ouverte.